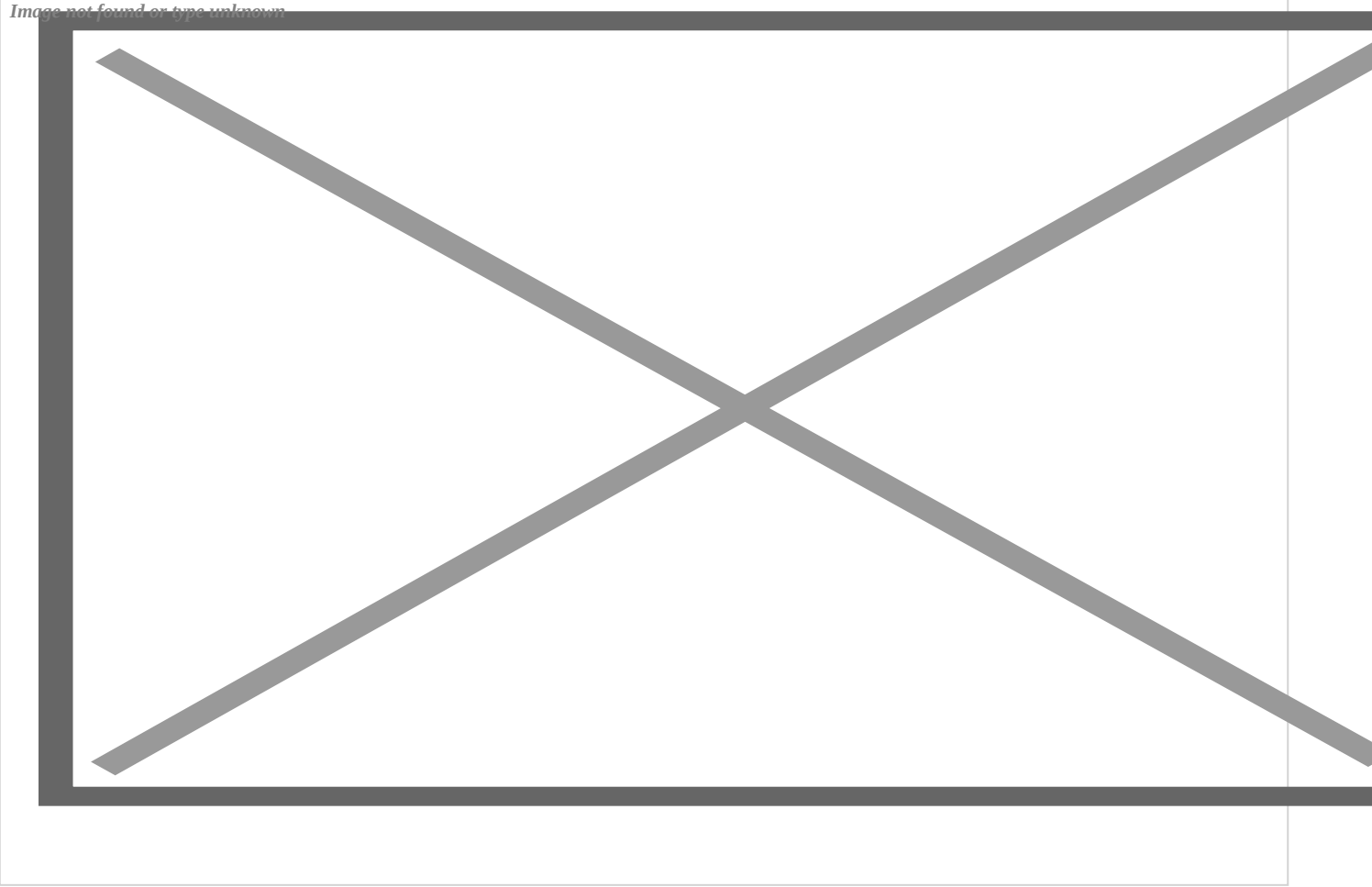
La Celac est optimiste quant à l'avenir des relations avec l'Europe



Santiago de Compostelle, 15 sept (RHC) La Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) a exprimé vendredi son optimisme quant à l'avenir de ses liens avec l'Union européenne (UE), sur la base des accords et des projections réalisés ici.

Le ministre des Finances et de l'Économie de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Camillo Michael Goncalves, a souligné qu'après la reprise des relations au plus haut niveau lors du sommet de Bruxelles en juillet dernier, les relations avec l'UE sont en train de se dynamiser pour tenter de laisser derrière elles les séquelles de la Covid-19, des guerres et des catastrophes naturelles, et d'affronter avec fermeté le

changement climatique.

En sa qualité de vice-président de la Celac, M. Goncalves a évoqué l'ambitieuse liste de projets promus par la CAF-Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et les 45 milliards d'euros que le bloc communautaire entend mobiliser d'ici à 2027.

"C'est la première fois que j'ai l'impression que nous avons fait des progrès solides et constructifs entre les pays du Nord et du Sud", a-t-il déclaré lors de la réunion des ministres de la Celac et de l'UE qui s'est tenue dans la capitale galicienne.

Pour sa part, la première vice-présidente et ministre de l'Économie du gouvernement espagnol en exercice, Nadia Calviño, a qualifié cette réunion d'historique lors d'une rencontre avec des journalistes. Elle a réaffirmé que l'Amérique latine est un partenaire fiable, proche et essentiel pour le Vieux Continent et a souligné l'importance des programmes de développement vert, numérique et humain dans les investissements à venir.

M. Calviño, qui a dirigé les réunions de l'Ecofin (de l'UE), de la CAF et d'autres institutions financières avec la Celac, a également déclaré que la Commission européenne souhaitait conclure l'accord avec le Mercosur cette année, bien que cela dépende de plusieurs facteurs.

En tant que président semestriel de l'UE, l'Espagne fait pression en faveur d'un accord après avoir reçu une proposition du groupe composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay.

Dans ce sens, le vice-président exécutif et commissaire européen au commerce, Valdis Dombrovskis, a admis que les deux parties (UE et Mercosur) sont "désireuses d'avancer économiquement et géopolitiquement dans le plus grand accord jamais négocié par le groupe".

La protection de la forêt amazonienne est l'une des questions clés qui ont permis à l'UE-27 d'obtenir un soutien de plusieurs millions de dollars lors de la réunion du Conseil Ecofin qui s'est tenue ici aujourd'hui.

À cet égard, l'UE s'est prononcée en faveur d'un plan de préservation du "poumon de la planète", l'Amazonie, avec l'idée de coordonner les contributions financières de ses membres et d'investir les montants prévus dans son programme "Global Gateway". Les membres de l'UE et les institutions telles que la Banque européenne d'investissement, centralisée par Team Europe, coordonneront les 260 millions d'euros déjà engagés par l'Espagne, l'Italie, la Suède, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas pour freiner la déforestation en Amazonie.

Des délégations de l'Argentine, des Bahamas, de la Barbade, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de la République dominicaine, de l'Équateur, du Salvador, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, du Mexique, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de Sainte-Lucie, du Suriname, de Trinidad-et-Tobago, de l'Uruguay et du Venezuela ont participé aux réunions avec l'UE.

Sergio Díaz Granados, président exécutif de la CAF-Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE) et Ilan Goldfjan, directeur de la Banque interaméricaine de développement (BID) ont également participé à ces réunions. (Source:PL)

Radio Habana Cuba